

Lucien 17 ans assassiné devant un concert

Lucien Mélyon, assassiné le 30 octobre dernier alors qu'il se rendait à un concert rock, habitait Garges les Gonesse. Sa mort a pas mal remué les jeunes de cette banlieue, qu'ils soient jeunes travailleurs, collégiens ou lycéens. Nous

avons rencontré l'un d'eux, travaillant au lycée technique de Sarcelles, qui relate, pour **TECHNIQUE ROUGE**, les actions du comité de soutien à Lucien Mélyon, auxquelles, bien entendu, le groupe Technique Rouge a participé...

-PEUX TU RACONTER CE QUI S'EST PASSE SUR LE LYCEE TECHNIQUE, APRES LA MORT DE LUCIEN?

On a appris la mort de Lucien lundi, nous avons convoqué une assemblée générale mardi qui a été très massive. Là, nous avons décidé de créer un comité de soutien à Lucien Mélyon, afin de développer la sensibilisation et surtout l'information. Nous avons fait des écoutes de la bande d'enregistrement des témoignages des frères et des amis de Lucien (faite par radio 93), sur ce qui s'était réellement passé ce soir là, à la porte de Pantin. Le comité n'est pas très important numériquement, environ une dizaine de personnes, c'est lui qui fait toute l'information au travers de tracts, affiches... Mais tu sais, on n'a pas eu la possibilité de faire des réunions massives avec tout le monde parce que lorsqu'on a 35, voire 30 heures de cours par semaine, il est pratiquement impossible de réunir l'ensemble des lycéens et lycéennes.

VOUS AVEZ PARTICIPE AU RASSEMBLEMENT LORS DE L'ENTERREMENT DE LUCIEN?

Oui, on a fait une AG avant, et on a débrayé pour aller à l'enterrement en cortège avec le lycée et le CET. Il y a eu une forte participation, l'administration adit que 30% des élèves y sont allés, en fait on était bien plus nombreux. Il y a même eu une délégation de profs, les autres ont allégé leur cours pour ne pas sanctionner ceux qui allaient au rassemblement...

-ET LA JOURNEE D'ACTION DU 26? VOUS AVEZ PU ANIMER LE LIT?

Non, on y a appelé par affiches, mais on n'avait toujours pas réussi à réunir toutes les classes, alors il n'y a rien eu. Mais beaucoup ont été le soir à la fête du comité Lucien. Le problème, pour nous du technique, c'est que nous n'avons pas le droit au 10%. Il paraît que pour nous les 10% seraient une per-



te de temps ! Alors tout ce qu'on veut faire, ce doit être en dehors du bahut.

-VOUS AVEZ DES PROJETS POUR ESSAYER DE CONTINUER LA MOBILISATION AUTOUR DE LA MORT DE LUCIEN ET DE LA DISSOLUTION DES MILICES PRIVÉES?

Oui, justement, nous avons participé au débat organisé par les lycéens de Gonesse avec "le gars de KCP", alors on va faire une projection de diapos sur les milices pour rester actifs sur le lycée technique. On avait déjà voulu le faire mais on a manqué de temps et de moyens. Ce qu'on voudrait avant tout, c'est faire grossir le comité, mais les conditions d'étude sont telles qu'il est difficile de rester mobilisés sur une lutte de longue haleine. Mais, quand même, la mort de Lucien a touché beaucoup d'entre nous, le problème est de rester mobilisés. On va essayer de faire souvent des journées d'action, peut-être même qu'on va faire des concerts sur la ville, pour montrer que le lycée technique, ce n'est pas seulement un bloc que l'on doit fuir...

Nous voulons écouter la musique que nous aimons

comme nous

le voulons

« Une mère s'tient la tête et pleure, car son fils abattu dans la rue est mort d'une balle dans le cœur. Un père s'tient la tête et pleure, un passant bouleversé cherche une explication, pourquoi tout ce sang ? Oh oh oh Lucien fut un bon garçon. » Le plus bel hommage que pouvaient rendre à Lucien tous ses copains était de faire de son enterrement une cérémonie imprégnée de musique qu'il préférait : le Reggae. C'est donc sur un air de Reggae que ces paroles ont été chantées dans le plus grand recueillement.

Au total plus de 5000 milles personnes, jeunes pour la plupart ont accompagné Lucien pour son dernier parcours.

Les concerts, la musique pop ou rock, c'est souvent pour nous une forme de reconnaissance, un plaisir que nous partageons, qui nous réunit. Nous y connaissons des paroles qui disent une autre vie, des rythmes qui heurtent un monde endormi.

Aux Etats-unis, en Europe, depuis les années 1960 c'est aussi une musique qui a accompagné les révoltes de la jeunesse contre la routine, la discipline, l'ordre et les vieilles valeurs.

Et plus simplement Lucien était là pour une musique que l'on aime écouter et faire ensemble. Les comités Lucien Mélyon ont raison de réclamer le droit d'aimer cette musique, et de pouvoir écouter dans de bonnes conditions, c'est-à-dire dans des conditions que nous devons décider, contrôler.

Argent, profits gigantesques, violences, gorilles, brimades parquage et même assassinat, voilà ce que sont devenus les concerts aujourd'hui. Quelques requins de la « rock music » se disputent les tournées des vedettes. Il faut briser le monopole des sociétés KCP et Galwash sur l'organisation des concerts. Dans ces concerts on nous demande 30 ou 40 F pour nous parquer comme du bétail après nous avoir fouillé à l'entrée. Que la mort de Lucien nous ouvre les yeux : rassemblons-nous, organisons-nous pour dire non, ras le bol à bas les concerts « machines à sous ».

Imposons notre lutte la baisse des tarifs, non aux super-bénéfices des sociétés de spectacle. Organisons et contrôlons nous-mêmes nos concerts en utilisant les MJC, les foyers des bahuts, en liaison avec les associations de quartier. Ensemble, allons voir les municipalités, les chefs d'établissement et réclavons des salles des crédits pour organiser tout cela.

Les comités Lucien Mélyon se sont multipliés après son assassinat, ils s'organisent pour atteindre les objectifs que nous venons de décrire. Pour les contacter voici leur adresse : 2 rue Alphonse Daudet 95 140 Garges les Gonesse. tel : 986.15.20

Pourquoi je quitte le PC

« Depuis que je milite, j'ai comme vous avalé de nombreuses couleuvres.

« J'ai décidé d'y mettre fin, avant l'indigestion complète : je quitte le parti et le Mouvement de la jeunesse communiste. Il me semble nécessaire d'expliquer publiquement le pourquoi de ma décision non pour donner je ne sais quelle arme à la bourgeoisie, mais plutôt pour faire entendre face à l'unanimité des conférences fédérales, des réunions de comité central, un autre son de cloche, celui des militants de la JC et du PCF qui veulent le socialisme des conseils ouvriers et qui, comme moi, en ont assez du virage à droite du parti.

« Abandon de la dictature du prolétariat

abandon de la lutte antimilitariste

abandon de la lutte contre le « social-patriotisme

voir la campagne « Fabriquons français ». « La nouvelle position du parti sur la défense nationale, sur les questions du nucléaire, etc. Voici quelques preuves non exhaustives qui permettent de dire que le PCF vire à droite, et que pratiquement plus rien ne le sépare du Parti socialiste. La polémique PC-PS n'est pas étrangère à ce phénomène. En effet, le PC doublé sur sa droite, après l'échec prévisible du mot d'ordre « Union du peuple de France », est obligé de faire semblant de durcir ses positions, pour n'être point doublé sur sa gauche.

« Le Parti socialiste ne vire pas à droite, mais continue la politique qui a toujours été la sienne. Naturellement, on peut découvrir aujourd'hui la document adopté par les partis socialistes européens le 6 juin 1977 et le qualifier de « programme supranational » et de « gestion de crise » qui se prononce pour l'économie de marché. Mais pourquoi ne l'avoir pas fait plus tôt ?

« Le Programme commun ne respecte-t-il pas l'économie de marché ? Le dernier canular de l'Humanité relate un banquet qui a réuni des P-DG et des dirigeants du PS, le rédacteur crie au scandale ! (Là aussi ce n'est pas nouveau.)

« Mais en cas de victoire de l'Union de la gauche, le PCF ne s'apprête-t-il pas à gouverner avec Giscard ? Les dirigeants du parti ne mangent-ils pas avec des députés RPR dans le cadre de l'Association France-URSS. Assez d'abérations ! Camarades du parti et de la JC, vous êtes nombreux à ne pas accepter de tels arguments, on ne se moque pas ainsi des espérances des travailleurs. N'ayez plus d'illusions sur la possibilité de changer le parti de l'intérieur, d'autres bien avant s'y sont cassé les dents. Agissons ensemble pour que les travailleurs tranchent le débat sur l'Union de la gauche en assemblées générales dans chaque usine. Agissons ensemble pour l'unité de la classe ouvrière sur la base d'un programme anticapitaliste. »

Eric Jamet

Ex-membre du bureau fédéral de la JC du 94

Ex-membre du bureau de la cellule

Jacques-Decour de Champigny/Marne



Pétition nationale des soldats

Pour les transports gratuits, le droit aux perms !

Depuis trois ans, les soldats ont exigé sans relâche des autorités militaires et du gouvernement les transports gratuits sur les lignes SNCF.

En 1975, face aux luttes du contingent, le gouvernement a été obligé d'accorder un voyage gratuit par mois.

... C'est un **manifestement insuffisant** : l'essentiel de notre maigre solde est absorbée aujourd'hui par nos frais de transport, et souvent beaucoup d'entre nous renoncent à leurs permissions pour raisons financières. Les signataires exigent donc les transports gratuits sur simple présentation de la carte militaire.

... **Très souvent, le week-end**, trains et gares sont surchargés, autant pour nous que pour les usagers civils ou employés. Nous voulons des conditions de transport décentes par l'organisation de trains supplémentaires.

... **Souvent les soldats perdent plusieurs heures** dans les gares ou en ville, pour avoir quitté la caserne quelques minutes trop tard ! alignement des horaires de permission sur les horaires SNCF !

... **Pour les départs et retours de permissions**, comme pour les quartiers libres et autorisations de sortie, les soldats doivent encore payer eux-mêmes leurs déplacements ; souvent pour plusieurs kilomètres : prise en charge par l'armée (ou les municipalités) du transport caserne-gare ou ville et retour ! De plus, les signataires exigent, comme dans le civil, un droit de repos hebdomadaire de deux jours, et pour cela :
- 48 h de perm par semaine (2 x 72 pour FFA), récupérables en cas de retenue à la caserne.

- Que le temps de transport soit ajouté à ces 48 h. Cela signifie que les permissions doivent être considérées, non comme une faveur, mais comme un droit inaliénable : nous voulons passer 48 h chez nous !

Les soldats soussignés demandent aux organisations syndicales et notamment aux syndicats des transports de s'associer à cette démarche.

Déjà plusieurs dizaines de signatures récoltées !
Renvoyer les feuilles remplies à : M^e A. Conté (avocat), 7, rue Dante, 75005 Paris.